



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:

**Les Arcs-sur-Argens - ZAC des Bréguières –
Implantation des entreprises –
Constitution et fonctionnement du Comité d'agrément.**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 10/6/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé, en 2004, d'engager une opération d'aménagement significative sur la commune des Arcs-sur-Argens tendant à la réalisation d'une plate-forme logistique intermodale d'intérêt régional s'inscrivant dans une logique de développement durable.

Par délibération n°2005.076 du 12 juillet 2005, le Conseil communautaire a tiré le bilan de la concertation qui s'est tenue du 30 mai au 6 juillet 2005 et créé la ZAC dite du « Parc Logistique des Bréguières » sur une superficie de 80,7 ha aux Arcs-sur-Argens.

Suite à une procédure de consultation lancée pour désigner un aménageur, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé de confier à la SARL LODRAC/BARJANE l'aménagement et l'équipement de la ZAC, par délibération n° 2006-003 du 23 février 2006.

Le Conseil communautaire a autorisé la signature du traité de concession d'aménagement de la ZAC des Bréguières par délibération n°2006-046 du 29 juin 2006, modifié depuis par voie d'avenant n°1, 2 et 3.

L'article 4 de ce traité de concession stipule que *«tout projet de cession, de location ou de concession d'usage sera soumis préalablement à la conclusion de tout contrat à l'avis simple de la Communauté d'Agglomération Dracénoise»*.

Ainsi, par délibération n°2009-09 du 26 février 2009, un Comité d'Agrément, chargé de donner un avis technique et économique sur les entreprises pressenties à l'installation et proposées par LODRAC, a été créé pour valider les candidatures. Composé de quatre élus, assistés de techniciens CAD, il convient aujourd'hui de proposer de nouveaux membres élus.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 7 du cahier des charges de cession des terrains (CCCT), en cas de cessions successives, il convient de souligner que les acquéreurs seront tenus par les mêmes dispositions (avis préalable nécessaire du Comité d'Agrément).

Enfin, il est précisé à l'article 4, modifié par avenants 2 et 3, que l'avis sur les candidats pressentis à une implantation est donné par le concédant au concessionnaire après présentation d'un rapport sur le candidat pressenti.

Ce rapport décrit notamment l'identité de l'entreprise proposée à l'agrément, le programme envisagé, la nature des activités de la société, le programme de création d'emplois équivalent temps plein prévus sur une durée de trois ans à compter de leur installation sur le site ainsi que la nature des emplois créés. Le concessionnaire propose un choix motivé au concédant basé sur le respect des trois critères fondamentaux suivants :

- qualité environnementale du projet d'implantation et notamment l'obligation pour le candidat pressenti de ne pas contrevenir au respect des contraintes de la certification ISO 14001 en vigueur sur la zone et d'y participer activement au travers de l'Association Syndicale Libre (ASL), formée entre les propriétaires et dans le respect des engagements figurant au CCCT,
- nombre prévisionnel d'emplois du projet au regard du ratio minimum imposé par l'article 4,
- qualité architecturale des constructions projetées.

Le Comité d'Agrément est présidé par le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise ou de son représentant. Seuls les élus sont habilités à prendre part au vote.

Les délibérations se prennent à la majorité des présents ou représentés.

Chaque membre peut disposer d'une procuration au maximum.

En cas d'égalité, la voix du Président ou de son représentant est prépondérante.

Le quorum est fixé à 2 membres.

La décision d'agrément sera communiquée par courrier AR, signé du Président de la CAD, sur avis conforme du Comité d'Agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- approuver la constitution de ce nouveau Comité d'Agrément,

- valider sa composition et son fonctionnement,
- élire les quatre membres du Comité d'Agrément,
- autoriser Monsieur le Président à signer les courriers d'agrément des entreprises.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 43 voix pour et 19 abstentions (AMBROSINO Franck, BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.